

Art. 33. Voor de diensten bedoeld in artikel 32 die, voor de inwerkingtreding van dit besluit, een aantal voltijdse equivalenten genoten dat hoger ligt dan datgene vastgelegd op basis van de normen die door dit besluit worden bepaald, wordt dit aantal gehandhaafd en mee in rekening gebracht voor de toekenning van de subsidies voor personeelskosten tot het natuurlijke vertrek van het overtollige personeel.

Voor de diensten bedoeld in artikel 32 die, voor de inwerkingtreding van dit besluit, een personeelskader met kwalificaties hoger dan diegene voorzien in dit besluit genoten, wordt dit kader gehandhaafd en mee in rekening gebracht voor de toekenning van de subsidies voor personeelskosten en dit tot het natuurlijke vertrek van het overtollige personeel.

Art. 34. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 35. De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, belast met Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuizen, Sport en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/10074]

5 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement en accueil familial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 35, § 4, 37, 51, alinéa 1^{er}, 2^o et 3^o, 52, 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, 108, alinéa 2, 6^o, 143 et 149;

Vu l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'intervention et d'accompagnement en accueil familial;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établit en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis n° 162-05 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné en juin 2018;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances, donnés le 10 juillet 2018 et le 26 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018;

Vu l'avis n° 63.988/2 du Conseil d'Etat, donné le 10 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

Considérant que les services d'accompagnement en accueil familial peuvent être mandatés par le conseiller de l'aide à la jeunesse ou par le directeur de la protection de la jeunesse en vertu de l'article 35, § 4, ou de l'article 53, § 1^{er}, du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ou par le tribunal de la jeunesse lorsqu'il s'agit de prendre en charge des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction, en vertu de l'article 101, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, ou de l'article 108, alinéa 2, 6^o, du même décret;

Considérant que les services d'accompagnement en accueil familial peuvent être désignés par le tribunal de la jeunesse lui-même lorsque celui-ci statue dans le cadre de la procédure urgente prévue aux articles 37 et 52 du décret précité, à défaut de mise en œuvre de l'aide volontaire par le conseiller de l'aide à la jeunesse, mais qu'en vertu de l'article 37, § 1^{er}, alinéa 3, et de l'article 53 du décret, c'est le directeur de la protection de la jeunesse, en principe, qui exécute la décision du tribunal et qui peut modifier les modalités d'exécution de la décision et que c'est donc lui qui constitue l'autorité mandante à laquelle le service doit remettre son rapport;

Considérant qu'à Bruxelles, les services agréés sont mandatés directement par le tribunal de la jeunesse pour la prise en charge d'enfants en danger en vertu de l'ordonnance du 29 avril 2004 relative à l'aide à la jeunesse et de l'accord de coopération du 11 mai 2007 entre la Communauté française, la Communauté flamande et la Commission communautaire commune, relatif à l'aide à la jeunesse et que, dans ces hypothèses, le service mandaté rend son rapport au tribunal de la jeunesse, s'agissant de l'autorité mandante;

Considérant que les intervenants des services concernés par le présent arrêté ainsi que les accueillants familiaux sont tenus au respect du secret professionnel en vertu de l'article 157 du décret précité;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Section 1^{ère}. — Champ d'application

Article 1^{er}. Le présent arrêté a pour objet de déterminer les conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement en accueil familial, dans le cadre de la prise en charge des enfants en difficulté et en danger et des jeunes poursuivis du chef d'un fait qualifié infraction visés aux articles 20, 38 et 55 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Section 2. — Définitions

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° décret : le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la Jeunesse et de la protection de la jeunesse;

2° service : le service d'accompagnement en accueil familial;

3° accueil familial : le dispositif d'accueil, bénévole ou non, d'un enfant ou d'un jeune par la personne visée à l'article 2, 2°, du décret; cet accueil consiste en l'hébergement et l'éducation d'un enfant ou d'un jeune et vise la construction d'un lien entre l'enfant ou le jeune et l'accueillant familial avec pour objectif le développement harmonieux et l'épanouissement de l'enfant ou du jeune, tout en respectant la place de ses parents ou autres titulaires de l'autorité parentale à son égard dans l'exercice de celle-ci;

4° accueillant : l'accueillant familial visé à l'article 2, 2°, du décret, qui peut être un membre de la famille, un familier ou une personne sélectionnée par le service;

5° arrêté du 5 décembre 2018 : l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

6° nombre de mandats agréés : le nombre de mandats que le service peut assumer simultanément en vertu de son agrément.

CHAPITRE 2. — Dispositions communes aux services d'accompagnement en accueil familial

Section 1^{ère}. — Missions et conditions d'agrément

Art. 3. § 1^{er}. Le service d'accompagnement en accueil familial a pour missions :

1° d'évaluer l'adéquation entre le projet pour l'enfant visé aux articles 24 et 41 du décret et le projet de l'accueillant sélectionné;

2° d'assurer l'accompagnement de l'accueil familial de l'enfant ou du jeune, qui comprend :

a) l'accompagnement individualisé de l'enfant ou du jeune dans son projet et son histoire;

b) l'organisation de l'hébergement par l'accueillant et l'encadrement pédagogique, psychologique et social de l'accueillant et de sa famille, y compris dans les cas où la sélection de ce dernier n'a pas été opérée par le service;

c) le soutien des parents dans l'exercice de leur parentalité et le travail du maintien des relations personnelles entre l'enfant ou le jeune et, ses parents et frères et sœurs, sauf si l'autorité mandante estime qu'il est contraire à l'intérêt de l'enfant ou du jeune;

3° de préparer et d'accompagner un programme de retour de l'enfant ou du jeune dans son milieu de vie d'origine, à l'issue de l'accueil familial, ou s'il échoue, de mettre en œuvre toute solution alternative rencontrant l'intérêt de l'enfant ou du jeune, entre autres la résidence autonome; l'accompagnement de ce programme de retour est limité à une durée de 6 mois maximum, renouvelable 1 fois;

4° d'assurer la gestion administrative et financière des frais journaliers, complémentaires et ponctuels tels que prévus par l'arrêté du 9 décembre 2015 relatif aux subventions et interventions pour frais individuels liés à la prise en charge de jeunes;

5° d'assurer la promotion de l'accueil familial au moins au sein de la zone territoriale d'intervention précisée dans l'arrêté d'agrément;

6° d'organiser l'information et la sélection des candidats accueillants, c'est-à-dire :

a) informer les candidats des implications de l'accueil familial et de l'obligation de respecter la place et les droits et devoirs de chacun;

b) évaluer le projet des candidats et les préparer à l'accueil familial;

c) organiser la formation des candidats.

La procédure de sélection dure 6 mois maximum. A la demande motivée des candidats, cette durée peut être prolongée.

§ 2. Le service constitue le dossier administratif de l'accueillant, qui comprend au moins :

1° un extrait du casier judiciaire du modèle visé à l'article 596, alinéa 2, du Code d'instruction criminelle, actualisé au moins tous les 5 ans, de l'accueillant ainsi que de toute personne majeure vivant sous le même toit que celui-ci;

2° une attestation médicale relative à l'accueillant et aux personnes vivant sous le même toit que celui-ci stipulant qu'il n'y a pas de contre-indication médicale à l'accueil;

3° les coordonnées de la mutuelle et de la caisse d'allocations familiales de l'accueillant;

4° une composition de ménage de l'accueillant;

5° une copie de l'assurance familiale de l'accueillant.

§ 3. Le service veille à apporter aux accueillants les informations en sa possession utiles à l'accueil de l'enfant ou du jeune et à la compréhension de sa situation.

Ces informations peuvent porter sur les antécédents familiaux et de santé de l'enfant ainsi que sur les motivations et les objectifs de l'accueil familial.

Art. 4. L'accompagnement peut porter sur les types d'accueil familial suivants :

1° l'accueil familial de moyen ou long terme;

2° l'accueil familial d'urgence;

3° l'accueil familial de court terme.

Le projet éducatif du service détermine le type ou les types d'accompagnement pour lequel il intervient.

Art. 5. § 1^{er}. Le mandat précise la mission confiée au service, la nature de l'aide apportée, les objectifs poursuivis, ses motifs et sa durée.

Un mandat ne peut concerner qu'un seul enfant ou jeune.

§ 2. L'arrêté d'agrément détermine le nombre de mandats agréés par type d'accompagnement et, le cas échéant, le nombre d'unités décentralisées agréées.

Pour l'accompagnement de l'accueil familial de moyen ou long terme, le nombre de mandats agréés par unité décentralisée est d'au moins 72.

Pour l'accompagnement de l'accueil familial de court terme ou d'urgence, le nombre de mandats agréés par unité décentralisée est d'au moins 6.

§ 3. Le service prend en considération les conventions et les décisions visées au chapitre II du titre IX du livre I du Code civil.

§ 4. Le service fait rapport à l'autorité mandante conformément aux articles 8, 11 et 14.

§ 5. Un accueillant, sauf dérogation accordée par l'autorité mandante dans les cas de fratries, ne peut se voir confier simultanément plus de trois enfants.

Section 2. — Subventionnement

Art. 6. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée à chaque service sur la base d'1 directeur temps plein barème B.

Dans les cas visés à l'article 53, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté du 5 décembre 2018, le directeur peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A.

§ 2. Pour assumer la mission de promotion de l'accueil familial visée à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 5^o, une subvention annuelle provisionnelle de 5.000 euros est allouée au service.

La subvention annuelle provisionnelle est de 7.000 euros pour le service agréé pour au moins 192 mandats.

Les dépenses permettant de justifier cette subvention sont les dépenses spécifiquement liées à la conception et à la réalisation de campagnes et d'outils d'information et de promotion, en ce compris les montants payés à des prestataires externes.

Les actions menées dans le cadre de la mission de promotion de l'accueil familial font l'objet d'une rubrique spécifique dans le rapport d'activités visé à l'article 26 de l'arrêté du 5 décembre 2018.

CHAPITRE 3. — Dispositions particulières relatives aux services qui accompagnent l'accueil familial de moyen ou long terme

Art. 7. L'autorité mandante peut mandater le service pour préparer l'accueil de l'enfant ou du jeune par un accueillant. La durée de ce mandat ne peut excéder 3 mois.

Art. 8. Le service adresse un rapport à l'autorité mandante dans les 2 mois qui suivent la date du mandat.

Le service adresse ensuite un rapport complémentaire à l'autorité mandante au moins tous les 6 mois.

L'autorité mandante peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

Les rapports contiennent une analyse de la situation et les particularités de l'aide apportée, en ce compris les éléments justifiant la poursuite de l'accueil familial et la poursuite de l'accompagnement de cet accueil familial par un service spécialisé. Ils mentionnent également les relations qu'a l'enfant ou le jeune avec ses parents, leur évolution et la fréquence de celles-ci.

Art. 9. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° 0,25 psychologue ou docteur en médecine pour 18 mandats agréés, avec un maximum de 0,33 docteur en médecine par service;

2° 0,5 assistant social, assistant en psychologie ou éducateur classe 1 pour 12 mandats agréés;

3° 0,25 administratif pour 18 mandats agréés, avec un maximum d'1 économe ou 1 économe gradué par service.

Pour chaque unité décentralisée, 50% maximum du temps de travail psychologue peut être transformé en directeur pédagogique barème A.

§ 2. Les dépenses de frais de personnel d'un médecin conventionné avec le service sont prises en considération pour la justification des dépenses en frais de personnel.

Art. 10. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service à concurrence de 964 euros par mandat agréé.

CHAPITRE 4. — Dispositions particulières relatives aux services qui accompagnent l'accueil familial d'urgence

Art. 11. § 1^{er}. L'accueil familial d'urgence consiste en l'hébergement d'un enfant ou d'un jeune, pour une période de 15 jours maximum.

La durée du mandat peut être prolongée une fois par l'autorité mandante, après évaluation, pour 30 jours maximum.

L'accueil familial d'urgence se caractérise par une disponibilité accrue de l'accueillant ainsi que par une organisation rapide de l'hébergement et un accompagnement intensif par le service.

Les accueillants sélectionnés pour un accueil familial d'urgence le sont spécifiquement pour ce type de prise en charge.

§ 2. Le service adresse un rapport à l'autorité mandante au plus tard le jour ouvrable qui précède l'échéance du mandat.

En cas de prolongation, le service adresse un second rapport à l'autorité mandante au plus tard 3 jours ouvrables avant la fin de la prolongation.

Les rapports contiennent une évaluation de la situation de l'enfant ou du jeune et de sa famille en vue de proposer un programme de retour de l'enfant ou du jeune dans son milieu de vie d'origine, ou, s'il échet, toute solution alternative adaptée rencontrant l'intérêt de l'enfant ou du jeune.

Art. 12. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

- 1° 0,25 psychologue pour 6 mandats agréés;
- 2° 1 assistant social, assistant en psychologie ou éducateur classe 1 pour 3 mandats agréés;
- 3° 0,25 administratif pour 6 mandats agréés, avec un maximum d'1 économe ou 1 économe gradué par service.

§ 2. Les dépenses de frais de personnel d'un médecin conventionné avec le service sont prises en considération pour la justification des dépenses en frais de personnel.

Art. 13. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 allouée au service est fixée comme suit :

- 1° 34.702 euros pour un service jusque 6 mandats agréés ou pour une unité décentralisée agréée;
- 2° 1.934 euros par mandat agréé au-delà de 6 ou par mandat agréé d'un service développant la mission d'accueil familial d'urgence accessoirement à une autre mission d'accueil familial.

CHAPITRE 5. — *Dispositions particulières relatives aux services qui accompagnent l'accueil familial de court terme*

Art. 14. § 1^{er}. L'accueil familial de court terme consiste en l'hébergement d'un enfant ou d'un jeune, pour une période de 90 jours maximum.

Le mandat peut être renouvelé par l'autorité mandante, après évaluation, 2 fois maximum.

L'accueil familial de court terme se caractérise par une disponibilité accrue de l'accueillant ainsi que par une organisation rapide de l'hébergement et un accompagnement intensif par le service.

Les accueillants sélectionnés pour un accueil familial de court terme le sont spécifiquement pour ce type de prise en charge.

§ 2. Le service adresse un rapport à l'autorité mandante au plus tard 5 jours avant l'échéance du mandat.

En cas de renouvellement, le service adresse un rapport à l'autorité mandante au plus tard 5 jours avant la fin du renouvellement.

L'autorité mandante peut en tout temps demander un rapport complémentaire.

Les rapports contiennent une évaluation de la situation de l'enfant ou du jeune et de sa famille en vue de proposer un programme de retour de l'enfant ou du jeune dans son milieu de vie d'origine, ou, s'il échet, toute solution alternative adaptée rencontrant l'intérêt de l'enfant ou du jeune.

Art. 15. § 1^{er}. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes d'effectif fixées suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

- 1° 0,5 psychologue pour 6 mandats agréés;
- 2° 1 assistant social, assistant en psychologie ou éducateur classe 1 pour 6 mandats agréés;
- 3° 0,25 administratif pour 6 mandats agréés avec un maximum d'1 économe ou 1 économe gradué par service.

§ 2. Les dépenses de frais de personnel d'un médecin conventionné avec le service sont prises en considération pour la justification des dépenses en frais de personnel.

Art. 16. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 allouée au service est fixée comme suit :

- 1° 34.702 euros pour un service jusque 6 mandats agréés ou pour une unité décentralisée agréée;
- 2° 1.934 euros par mandat agréé au-delà de 6 ou par mandat agréé d'un service développant la mission d'accueil familial de court terme accessoirement à une autre mission d'accueil familial.

CHAPITRE 6. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 17. L'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 8 mai 2014 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'intervention et d'accompagnement en accueil familial, modifié par l'arrêté du 16 décembre 2015, est abrogé, à l'exclusion des dispositions relatives au parrainage et aux services qui l'accompagnent.

Art. 18. Les services agréés conformément à l'arrêté du gouvernement de la Communauté française du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de placement familial ainsi que les services accompagnant des accueils familiaux agréés sur la base de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services qui mettent en œuvre un projet pédagogique particulier sollicitent leur agrément sur la base du présent arrêté au plus tard trois mois après son entrée en vigueur.

Pour les services agréés sur la base de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services de placement familial qui bénéficiaient, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un nombre d'équivalents temps plein supérieur à celui établi sur la base des normes fixées par le présent arrêté, ce nombre est maintenu et pris en compte pour l'octroi des subventions pour frais de personnel jusqu'au départ naturel du personnel excédentaire.

Pour les services accompagnant des accueils familiaux agréés sur la base de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services qui mettent en œuvre un projet pédagogique particulier qui bénéficiaient, avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, d'un nombre d'équivalents temps plein supérieur à celui établi sur la base des normes fixées par le présent arrêté, ce nombre est maintenu et pris en compte pour l'octroi des subventions pour frais de personnel jusqu'au départ naturel du personnel excédentaire.

Art. 19. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Art. 20. Le Ministre qui a la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 5 décembre 2018.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et
de la Promotion de Bruxelles,
R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/10074]

5 DECEMBER 2018. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten voor pleegzorg

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 20 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, inzonderheid op de artikelen 35, § 4, 37, 51, eerste lid, 2^o en 3^o, 52, 101, § 1, eerste lid, 5^o, 108, tweede lid, 6^o, 143 en 149;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van diensten voor optreden en begeleiding in het kader van de gezinsopvang;

Gelet op de "gendertest" van 14 maart 2018, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1^o, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies nr. 162-05 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven in juni 2018;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 10 juli 2018 en 26 november 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 18 juli 2018;

Gelet op het advies nr. 63.988/2 van de Raad van State, gegeven op 10 oktober 2018, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat de begeleidingsdiensten voor pleegzorg kunnen worden gemachtigd door de adviseur voor hulpverlening aan de jongere of door de directeur voor jeugdbescherming krachtens artikel 35, § 4 of artikel 53, § 1 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming of door de jeugdrechtbank wanneer het gaat om de zorg voor jongeren die worden vervolgd wegens een feit dat als misdrijf wordt omschreven krachtens artikel 101, § 1, eerste lid, 5^o of artikel 108, tweede lid, 6^o van hetzelfde decreet;

Overwegende dat de begeleidingsdiensten voor pleegzorg door de jeugdrechtbank zelf kunnen worden aangesteld wanneer deze uitspraak doet in het kader van de noodprocedure voorzien in de artikelen 37 en 52 van voornoemd decreet, bij ontstentenis van een uitwerking van vrijwillige hulp door de adviseur van hulpverlening aan de jeugd, maar dat, krachtens artikel 37, § 1, derde lid en artikel 53 van het decreet, het in principe de directeur van de jeugdbescherming is die de beslissing van de rechtbank uitvoert en die de nadere regels voor de uitvoering van de beslissing kan wijzigen. Hij is ook de opdrachtgever aan wie de dienst zijn verslag moet overhandigen;

Overwegende dat in Brussel de erkende diensten rechtstreeks door de jeugdrechtbank worden gemachtigd om de zorg voor kinderen in gevaar op zich te nemen krachtens de ordonnantie van 29 april 2004 inzake hulpverlening aan jongeren en het samenwerkingsakkoord van 11 mei 2007 tussen de Franse Gemeenschap, de Vlaamse Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, inzake hulpverlening aan jongeren en dat, in deze gevallen, de opdrachtdienst zijn verslag overmaakt aan de jeugdrechtbank, zijnde de opdrachtgever;

Overwegende dat de betrokkenen bij de in dit decreet bedoelde diensten en de pleegzorgers aan het beroepsgeheim zijn gebonden, krachtens artikel 157 van voornoemd decreet;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — Algemene bepalingen

Afdeling 1. — Toepassingsgebied

Artikel 1. Dit besluit heeft tot doel om de bijzondere voorwaarden te bepalen voor de erkenning en de subsidiëring van de begeleidingsdiensten voor pleegzorg, in het kader van de zorg voor kinderen in moeilijkheden en in gevaar en van jongeren vervolgd voor feiten die als misdrijf worden omschreven, bedoeld in de artikelen 20, 38 en 55 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming.

Afdeling 2. — Definities

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit, wordt verstaan onder:

1^o decreet: het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

2^o dienst: de begeleidingsdienst voor pleegzorg;

3° pleegzorg: het systeem van zorg, vrijwillig of niet, voor een kind of een jongere door de persoon bedoeld in artikel 2, 2° van het decreet; deze zorg bestaat uit de huisvesting en de opvoeding van een kind of een jongere en beoogt het opbouwen van een band tussen het kind of de jongere en de pleegfamilie met als doelstelling de harmonieuze ontwikkeling en de ontplooiing van het kind of de jongere, met respect voor de plaats van zijn ouders of personen die het ouderlijk gezag uitoefenen.

4° pleegzorger: de pleegzorger bedoeld in artikel 2, 2° van het decreet die een familielid, een vertrouwenspersoon of een persoon, gekozen door de dienst, kan zijn;

5° besluit van 5 december 2018: het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het Wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

6° aantal erkende mandaten: het aantal mandaten dat de dienst tegelijk kan opnemen krachtens zijn erkenning.

HOOFDSTUK 2. — *Gemeenschappelijke bepalingen voor de begeleidingsdiensten voor pleegzorg*

Afdeling 1. — Opdrachten en voorwaarden voor erkenning

Art. 3. § 1. De begeleidingsdienst voor pleegzorg heeft als opdrachten:

1° de evaluatie van de aangepastheid van het project voor het kind, bedoeld in de artikelen 24 en 41 van het decreet, aan het gekozen project van de pleegzorger;

2° de begeleiding voor pleegzorg van het kind of de jongere waarborgen. Deze omvat:

a) de individuele begeleiding van het kind of de jongere in zijn project en zijn gebeurtenissen;

b) de organisatie van de huisvesting door de pleegzorger en de pedagogische, psychologische en sociale omkadering van de pleegzorger en zijn gezin, met inbegrip van de gevallen waar de keuze van deze laatste niet tot stand kwam door de dienst;

c) de ondersteuning van de ouders bij de uitoefening van hun ouderschap en het werk van het behoud van de persoonlijke relaties tussen het kind of de jongere en, zijn ouders en broers en zussen, behalve indien de opdrachtgever meent dat het in strijd is met het belang van het kind of de jongere;

3° de voorbereiding en begeleiding van een terugkeerprogramma van het kind of de jongere in zijn oorspronkelijke leefwereld, na de pleegzorg, of in voorkomend geval, het uitwerken van een alternatieve oplossing tegemoetkomend aan het belang van het kind of de jongere, onder andere het zelfstandig wonen; de begeleiding van dit terugkeerprogramma is beperkt tot een maximumduur van 6 maanden, eenmalig verlengbaar;

4° het waarborgen van het administratief en financieel beheer van de dagelijkse, bijkomende en eenmalige kosten, zoals bepaald bij het besluit van 9 december 2015 betreffende de subsidies en tussenkomsten voor individuele kosten gelinkt aan de tenlasteneming van jongeren;

5° het waarborgen van de bevordering van pleegzorg ten minste in het tussenkomstgebied, bepaald in het erkenningsbesluit;

6° de organisatie van informatie aan en de selectie van kandidaat-pleegzorgers, met name:

a) het informeren van de kandidaten over de implicaties van pleegzorg en de verplichting om de plaats, de rechten en de plichten van elkeen te respecteren.

b) de evaluatie van het project van kandidaten en hun voorbereiding op pleegzorg;

c) de organisatie van opleiding voor kandidaten.

De selectieprocedure duurt maximum 6 maanden. Op met redenen omklede aanvraag van de kandidaten kan deze duur verlengd worden.

§ 2. De dienst stelt het administratief dossier van de pleegzorger samen dat minstens het volgende bevat:

1° een uittreksel uit het strafregister van het model bedoeld in artikel 596, tweede lid van het Wetboek van Strafvordering, minstens om de 5 jaar bijgewerkt, van de pleegzorger en van elke meerderjarige die onder hetzelfde dak als deze laatste woont;

2° een medisch attest over de pleegzorger en de personen die onder hetzelfde dak wonen als deze laatste, waarin bepaald staat dat er geen medische contra-indicaties voor opvang zijn;

3° de gegevens van het ziekenfonds en het kinderbijslagfonds van de pleegzorger;

4° een samenstelling van het gezin van de pleegzorger;

5° een afschrift van de familiale verzekering van de pleegzorger.

§ 3. De dienst ziet erop toe dat hij aan de pleegzorgers de in zijn bezit zijnde informatie nodig voor de pleegzorg van het kind of de jongere en het inzicht van de situatie meedeelt.

Deze informatie kan betrekking hebben op het familiale verleden en de gezondheid van het kind net als op de redenen en de doelstellingen van de pleegzorg.

Art. 4. De begeleiding kan betrekking hebben op de volgende types pleegzorg:

1° pleegzorg op middellange of lange termijn;

2° dringende pleegzorg;

3° pleegzorg op korte termijn;

Het educatieve project van de dienst bepaalt het type of de types begeleiding waarin hij optreedt.

Art. 5. § 1. Het mandaat verduidelijkt de opdracht die aan de dienst werd toevertrouwd, de aard van de verleende hulp, de nagestreefde doelstellingen, de redenen en de duur.

Een mandaat kan maar op een kind of jongere betrekking hebben.

§ 2. Het erkenningsbesluit bepaalt het aantal erkende mandaten per type begeleiding en in voorkomend geval het aantal erkende gedecentraliseerde eenheden.

Voor de begeleiding voor pleegzorg op middellange of lange termijn bedraagt het aantal erkende mandaten per gedecentraliseerde eenheid minstens 72.

Voor de begeleiding voor pleegzorg op korte termijn of dringende pleegzorg bedraagt het aantal erkende mandaten per gedecentraliseerde eenheid minstens 6.

§ 3. De dienst houdt rekening met de bepalingen en beslissingen bedoeld in hoofdstuk II van titel IX van boek 1 van het Burgerlijk Wetboek.

§ 4. De dienst brengt verslag uit bij de opdrachtgever overeenkomstig de artikelen 8, 11 en 14.

§ 5. Behoudens afwijking toegestaan door de opdrachtgever in het geval van broers en zussen, kan een pleegzorger niet meer dan drie kinderen tegelijk opvangen.

Afdeling 2. — Subsidiëring

Art. 6. § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan elke dienst toegekend op basis van 1 voltijdse directeur weddeschaal B.

In de gevallen bedoeld in artikel 53, § 1, tweede lid, van het besluit van 5 december 2018, kan de directeur, op verzoek van de inrichtende macht, door een coördinator weddeschaal A worden vervangen.

§ 2. Om de bevorderingsopdracht voor pleegzorg bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 5° te vervullen, ontvangt de dienst een provisionele jaarlijkse subsidie van 5.000 euro.

De provisionele jaarlijkse subsidie bedraagt 7.000 euro voor de dienst erkend voor minstens 192 mandaten.

De uitgaven die deze subsidie kunnen verantwoorden, zijn de uitgaven die specifiek vernonden zijn aan de uitwerking en de verwezenlijking van campagnes en informatie- en bevorderingsmiddelen, met inbegrip van bedragen betaald aan externe dienstverleners.

De acties gevoerd in het kader van de bevorderingsopdracht voor pleegzorg maken het voorwerp uit van een specifieke rubriek in het activiteitenverslag, bedoeld in artikel 26 van het besluit van 5 december 2018.

HOOFDSTUK 3. — Bijzondere bepalingen betreffende de diensten die de pleegzorg begeleiden op middellange of lange termijn.

Art. 7. De opdrachtgever kan de dienst een mandaat geven om de pleegzorg van het kind of de jongere door een pleegzorger voor te bereiden. De duur van dit mandaat mag de 3 maanden niet overschrijden.

Art. 8. De dienst maakt binnen de twee maanden volgend op de datum van het mandaat een verslag over aan de opdrachtgever.

De dienst maakt minstens om de 6 maanden een bijkomend verslag over aan de opdrachtgever.

De opdrachtgever kan altijd een bijkomend verslag vragen.

De verslagen bevatten een analyse van de situatie en de bijzonderheden van de verleende hulp, met inbegrip van de elementen die de verderzetting van de pleegzorg en de verderzetting van deze pleegzorg door een gespecialiseerde dienst, rechtvaardigen. Ze vermelden eveneens de relaties van het kind of de jongere met zijn ouders, hun evolutie en de frequentie van deze relaties.

Art. 9. § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten:

1° 0,25 psycholoog of arts voor 18 erkende mandaten, met een maximum van 0,33 arts per dienst;

2° 0,5 maatschappelijk assistent, assistent in de psychologie of opvoeder klasse 1 voor 12 erkende mandaten;

3° 0,25 administratief medewerker voor 18 erkende mandaten, met een maximum van 1 econoom of 1 gegradueerde econoom per dienst.

Voor elke gedecentraliseerde eenheid kan maximum 50% van de arbeidstijd van de psycholoog omgezet worden in pedagogisch directeur weddeschaal A.

§ 2. De uitgaven voor personeelskosten van een arts geconventioneerd met de dienst worden meegerekend voor de rechtvaardiging van de uitgaven en personeelskosten.

Art. 10. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend ten belope van 964 euro per erkend mandaat.

HOOFDSTUK 4. — Bijzondere bepalingen betreffende de diensten die dringende pleegzorg begeleiden.

Art. 11. § 1. De dringende pleegzorg bestaat uit de huisvesting van een kind of een jongere voor een periode van maximum 15 dagen.

De duur van het mandaat kan eenmalig voor maximum 30 dagen verlengd worden na evaluatie door de opdrachtgever.

De dringende pleegzorg wordt gekenmerkt door een hogere bereikbaarheid van de pleegzorger net als door een snelle organisatie van huisvesting en een intensieve begeleiding door de dienst.

De pleegzorgers voor dringende pleegzorg zijn speciaal voor dit soort opvang geselecteerd.

§ 2. De dienst maakt ten laatste op de laatste werkdag die aan de vervalddag van het mandaat voorafgaat een verslag over aan de opdrachtgever.

In het geval van verlenging maakt de dienst uiterlijk 3 werkdagen voor het einde van de verlenging een verslag over aan de opdrachtgever.

De verslagen bevatten een evaluatie van de situatie van het kind of de jongere en van zijn gezin met het oog op het voorstellen van een terugkeerprogramma voor het kind of de jongere naar zijn oorspronkelijke leefwereld of in voorkomend geval, een alternatieve aangepaste oplossing in het belang van het kind of de jongere.

Art. 12. § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten:

1° 0,25 psycholoog voor 6 erkende mandaten;

2° 1 maatschappelijk assistent, assistent in de psychologie of opvoeder klasse 1 voor 3 erkende mandaten;

3° 0,25 administratief medewerker voor 6 erkende mandaten, met een maximum van 1 econoom of 1 gegradueerde econoom per dienst.

§ 2. De uitgaven voor personeelskosten van een geconventioneerd arts met de dienst worden meegerekend voor de rechtvaardiging van de uitgaven en personeelskosten.

Art. 13. De provisionele jaarlijkse subsidie voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 toegekend aan de dienst, wordt als volgt bepaald:

1° 34.702 euro voor een dienst tot 6 erkende mandaten of voor een erkende gedecentraliseerde eenheid;

2° 1.934 euro per erkend mandaat hoger dan 6 of per erkend mandaat van een dienst die de dringende pleegzorg vervult naast een andere pleegzorgopdracht.

HOOFDSTUK 5. — *Bijzondere bepalingen betreffende de diensten die pleegzorg op korte termijn begeleiden.*

Art. 14. § 1. De pleegzorg op korte termijn bestaat uit de huisvesting van een kind of een jongere voor een periode van maximum 90 dagen.

De duur van het mandaat kan na evaluatie maximaal 2 maal worden verlengd door de opdrachtgever.

De pleegzorg op korte termijn wordt gekenmerkt door een hogere bereikbaarheid van de pleegzorger net als door een snelle organisatie van huisvesting en een intensieve begeleiding van de dienst.

De pleegzorgers voor pleegzorg op korte termijn zijn speciaal geselecteerd voor dit soort opvang.

§ 2. De dienst maakt uiterlijk 5 dagen voor de vervalddag van het mandaat een verslag over aan de opdrachtgever.

In het geval van verlenging maakt de dienst uiterlijk 5 dagen voor het einde van de verlenging een verslag over aan de opdrachtgever.

De opdrachtgever kan altijd een aanvullend verslag vragen.

De verslagen bevatten een evaluatie van de situatie van het kind of de jongere en zijn gezin met het oog op het voorstellen van een terugkeerprogramma van het kind of de jongere naar zijn oorspronkelijke leefwereld of in voorkomend geval, een alternatieve aangepaste oplossing in het belang van het kind of de jongere.

Art. 15. § 1. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van 5 december 2018 wordt aan de dienst toegekend op basis van de volgende vastgelegde normen inzake personeelsbestand, uitgedrukt in voltijdse equivalenten:

1° 0,5 psycholoog voor 6 erkende mandaten;

2° 1 maatschappelijk assistent, assistent in de psychologie of opvoeder klasse 1 voor 6 erkende mandaten;

3° 0,25 administratief medewerker voor 6 erkende mandaten met een maximum van 1 econoom of 1 gegradueerde econoom per dienst.

§ 2. De uitgaven voor personeelskosten van een arts geconventioneerd met de dienst worden meegerekend voor de rechtvaardiging van de uitgaven en personeelskosten.

Art. 16. De provisionele jaarlijkse subsidie voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit van 5 december 2018 toegekend aan de dienst, wordt als volgt bepaald:

1° 34.702 euro voor een dienst tot 6 erkende mandaten of voor een erkende gedecentraliseerde eenheid;

2° 1.934 euro per erkend mandaat hoger dan 6 of per erkend mandaat van een dienst die de opdracht pleegzorg op korte termijn vervult naast een andere pleegzorgopdracht.

HOOFDSTUK 6. — *Opheffings-, overgangs- en slotbepalingen*

Art. 17. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 8 mei 2014 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van diensten voor optreden en begeleiding in het kader van de gezinsopvang, gewijzigd bij het besluit van 16 december 2015, wordt opgeheven, met uitzondering van de bepalingen betreffende peterschap en diensten die het begeleiden.

Art. 18. De diensten erkend overeenkomstig het besluit van de Franse Gemeenschap van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor familiale plaatsing net als de begeleidingsdiensten voor pleegzorg erkend overeenkomstig het besluit van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten die een bijzonder pedagogisch project uitwerken, vragen hun erkenning aan overeenkomstig dit besluit uiterlijk drie maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

Voor de diensten erkend overeenkomstig het besluit van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten voor familiale plaatsing, die, voor de inwerkingtreding van dit besluit, een aantal voltijdse equivalenten genoten dat hoger ligt dan datgene vastgelegd op basis van de normen die door dit besluit worden bepaald, wordt dit aantal gehandhaafd en wordt hiermee rekening gehouden voor de toekenning van de subsidies voor personeelskosten tot het natuurlijke vertrek van het overtollige personeel.

Voor de begeleidingsdiensten voor pleegzorg erkend overeenkomstig het besluit van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten die een bijzonder pedagogisch project uitwerken, die, voor de inwerkingtreding van dit besluit, een aantal voltijdse equivalenten genoten dat hoger ligt dan datgene vastgelegd op basis van de normen die door dit besluit worden bepaald, wordt dit aantal gehandhaafd en wordt hiermee rekening gehouden voor de toekenning van de subsidies voor personeelskosten tot het natuurlijke vertrek van het overtollige personeel.

Art. 19. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 20. De Minister bevoegd voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 5 december 2018.

De Minister-President, belast met Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/15710]

12 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 14 novembre 2018 en matière de subventionnement de l'organisation de modules et de programmes sportifs de promotion et de développement du sport

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 novembre 2018 en matière de subventionnement de l'organisation de modules et de programmes sportifs de promotion et de développement du sport ;

Vu le « test genre » du 14 mars 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 4 mai 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 9 mai 2018 ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Sports, donné le 1^{er} juin 2018 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours adressée au Conseil d'Etat, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre des Sports ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o décret : le décret du 14 novembre 2018 en matière de subventionnement de l'organisation de modules et de programmes sportifs de promotion et de développement du sport ;

2^o administration : l'Administration générale du Sport du Ministère de la Communauté française (Adeps) ;

3^o Ministre : le Ministre du Gouvernement de la Communauté française ayant les sports dans ses attributions ;

4^o animateur sportif : encadrant d'activités sportives, titulaire du brevet d'animateur sportif, délivré par l'administration dont le rôle essentiel est d'animer et de fidéliser à la pratique sportive, sans toutefois pouvoir développer un apprentissage structuré, organisé ou formalisé, dont l'action se focalise sur la pratique globale visant le développement des habiletés motrices générales, préparatoires à la pratique spécifique d'un groupe ou d'une famille de disciplines ou d'une discipline, sans verser dans la spécialisation, et qui encadre les sportifs de tous âges, pratiquants « loisir », novices et débutants, à la recherche de découverte d'activités physiques et sportives ;

5^o moniteur sportif initiateur : encadrant d'activités sportives, titulaire du brevet de moniteur sportif initiateur, délivré par l'administration dont le rôle essentiel est d'animer, d'initier et de fidéliser à la pratique sportive et qui encadre les sportifs de tous âges, pratiquants « loisir », novices et débutants, ainsi que les sportifs en phase de formation de base, en continuant à développer les habiletés motrices générales et en développant progressivement les habiletés motrices spécifiques ;

6^o moniteur sportif éducateur : encadrant d'activités sportives, titulaire du brevet de moniteur sportif éducateur, délivré par l'administration dont le rôle essentiel est de développer et de perfectionner les habiletés motrices spécifiques individuelles ou collectives, ainsi que de former et de consolider les bases de la performance et qui encadre les sportifs de tous âges, en phase de formation et plus particulièrement en phase de consolidation des fondamentaux de la discipline ;

7^o moniteur sportif entraîneur : encadrant d'activités sportives, titulaire du brevet de moniteur sportif entraîneur, délivré par l'administration dont le rôle essentiel est de systématiser et d'optimiser l'entraînement pour performer et qui encadre les sportifs de tous âges, en fonction de la discipline, qui sont en phase de systématisation et d'optimisation d'entraînement, ainsi que les sportifs de haut niveau.

CHAPITRE 2. — De la demande de subvention

Art. 2. Toute demande de subvention est introduite auprès de l'administration, via le formulaire disponible sur le site Internet de celle-ci.

Sous peine d'irrecevabilité, la demande comprend :

1^o l'identification précise du bénéficiaire et les coordonnées d'une ou de plusieurs personnes de contact ;

2^o la présentation générale du module ou du programme sportif ;

3^o la définition de l' (des) objectif(s) recherché(s) en terme spécifique, mesurable, atteignable, réalisable, temporellement défini et la manière dont sa (leur) réalisation sera évaluée ;

4^o l'explication de la plus-value apportée par le module ou le programme sportif par rapport au fonctionnement habituel et aux activités quotidiennes du bénéficiaire dans le cadre de son objet social ;